



# COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti et de l'Internationale ouvriers révolutionnaires  
Supplément à CPS n°75 – 23 janvier 2020

## Combattre pour le socialisme informe :

Intervention du représentant de la tendance Front unique au Conseil national de la FSU  
du 21 et 22 janvier 2020

### **La revendication doit rester le retrait du projet de réforme-destruction des retraites !**

### **Boycott de la « conférence d'équilibre et de financement » par les dirigeants syndicaux !**

Le 13 décembre dernier, à l'issue du congrès national de la FSU, nous proposons à la fédération d'adopter une résolution en trois points :

- que la FSU se prononce pour le retrait du projet de loi de destruction des retraites
- elle rompe toute discussion avec le gouvernement sur la mise en œuvre de cette loi
- et en conséquence, sur ces objectifs, qu'elle appelle avec les dirigeants de la CGT et de FO à la manifestation nationale et centrale au siège du pouvoir, dans les plus brefs délais, en appelant à la grève pour permettre aux travailleurs de s'y rendre.

À cette orientation, l'orientation défendue par la direction fédérale et adoptée par le congrès a opposé l'invitation des travailleurs à s'engager sur l'autoroute de la défaite : « *temps forts* » décidés de semaine en semaine, « dialogue social » continu et planifié avec le gouvernement. Et pour ceux qui objectaient que ce dispositif n'était pas de nature à infliger une défaite au gouvernement : invitation à « *reconduire* » la grève à l'aveugle, localement, ou « *actions diversifiées* » et éparpillées.

**Tout, plutôt que le rassemblement au grand jour et la concentration de la force qui s'était exprimée le 5 décembre, dans la voie de l'affrontement nécessaire avec le gouvernement.**

En conséquence de cette orientation, pendant plus de quarante jours, les travailleurs de la SNCF et de la RATP ont été isolés, envoyés au casse-pipe. Dans le même temps : pas un seul jour, le « dialogue » continu des dirigeants syndicaux avec le gouvernement n'a été rompu, pas un coup de sonnette du gouvernement qui n'ait été honoré par l'ensemble des dirigeants syndicaux.

Aujourd'hui, une question se pose à tous les travailleurs : est-il encore possible de s'engager dans la voie d'un véritable combat contre Macron et son gouvernement, pour le retrait de la réforme-destruction des retraites ? Tant que le projet de loi n'est pas voté, il ne nous appartient pas de décréter prématurément la défaite.

**Il faut donc tirer un premier bilan : la condition *sine qua non* d'un véritable combat pour le retrait, c'est que soit mis fin à la participation continue des dirigeants syndicaux aux discussions sur la mise en œuvre du projet gouvernemental.**

Cette rupture, les travailleurs devront l'imposer : du côté des dirigeants syndicaux, c'est exactement la direction inverse qui est prise, celle qui leur permettra de garder leurs strapontins dans les commissions et les ministères après avoir épuisé les forces des travailleurs mobilisés.

Qu'on en juge : le 11 janvier, Philippe réaffirmait dans une lettre aux dirigeants syndicaux l'intégralité de son projet. Il annonçait également l'association future, une fois la loi votée, des dirigeants syndicaux à la gestion de son nouveau système dit « universel » né de la destruction du régime général et des régimes spéciaux, sous la tutelle de l'État, selon les directives de l'État.

Et parce qu'il est temps pour les « partenaires sociaux » de passer aux travaux pratiques, Philippe convoque une « conférence sur l'équilibre et le financement » de sa réforme-destruction des retraites, avec participation des dirigeants syndicaux. Il s'agit bien de proposer, entre les deux lectures du projet de loi à l'Assemblée, comment appliquer ce dont l'intersyndicale continue de

revendiquer le retrait ! Et Philippe précise : si la conférence ne débouchait pas sur un accord agréé par son gouvernement, ce dernier garderait toute latitude de prendre seul, par ordonnances, les mesures qui lui conviennent.

**Participer à cette conférence, c'est enterrer notre système de retraite par répartition, c'est trahir tout ce pour quoi les travailleurs se sont mobilisés.** Les travailleurs du CNRS de Grenoble l'ont bien compris, qui se sont adressés aux dirigeants de leurs syndicats pour qu'ils refusent de s'y rendre.

Mais c'est un tout autre son de cloche qu'on entend du côté des directions syndicales ! Martinez pour la CGT, comme Veyrier pour FO, ont tous deux fait savoir au gouvernement, le 16 janvier, qu'ils entendaient participer.

La trahison ne serait pas moindre si la direction de la FSU, majoritaire dans l'enseignement, décidait de s'engager pour de bon dans le calendrier des discussions sur la pseudo-revalorisation des enseignants du premier degré à l'enseignement supérieur et à la recherche. Car ce qui est véritablement au programme de ces discussions, c'est le concassage méthodique des statuts et des garanties collectives !

Sous couvert de « *revendiquer une revalorisation déconnectée de la réforme des retraites* », les dirigeants de la FSU ne révèlent pas le programme réel des discussions convoquées par le gouvernement : une pudeur que la CFDT n'a pas. Gel prolongé du point d'indice, « nouvelles missions », primes, individualisation des carrières : voilà le programme ! Et la pseudo-revalorisation est désormais inscrite dans le projet de loi sur les retraites : c'est se moquer du monde que de prétendre que l'on peut défendre les revendications dans ce cadre !

Le CDFN de la FSU doit se prononcer pour le boycott de la conférence sur le financement de la destruction des retraites, pour le boycott des discussions sur la destruction des statuts enseignants.

**Seule la rupture avec le gouvernement peut ouvrir la voie à l'engagement des travailleurs dans un véritable affrontement : la manifestation nationale et centrale, massive, devant et contre l'Assemblée nationale au moment du vote du projet de loi.**

À défaut, les dirigeants syndicaux, et non les travailleurs, porteront totalement la responsabilité de la défaite terrible que constituerait l'adoption de ce projet.

*Motion présentée par le courant Front unique au CDFN FSU – 22 janvier 2020*

### **Retrait pur et simple du projet de loi de destruction des retraites !**

#### **Boycott de la « conférence sur l'équilibre financier » et des concertations sur les revalorisations**

Avec son projet de loi de retraite par points, le gouvernement confirme sa volonté d'en finir avec les régimes de retraite, le régime général, celui de la Fonction publique, et tous les régimes spéciaux.

Il veut diminuer massivement le niveau des pensions et des retraites, nous faire travailler plus et plus longtemps.

Sa « conférence sur l'équilibre financier » a pour but de faire endosser par les syndicats cette politique de liquidation de nos retraites.

Participer à une telle conférence serait en contradiction totale avec l'exigence du retrait.

Le CDFN de la FSU se prononce contre la participation à toute concertation dans le cadre de ce projet de loi.

Elle s'adresse à la CGT, FO pour leur dire :

**N'y allez pas !**

**L'objectif doit rester le retrait pur et simple de ce projet de loi !**

Le CDFN décide que la FSU se retire de toutes les concertations sur la revalorisation dans l'enseignement et l'enseignement supérieur qui se situent ouvertement dans le cadre du projet de loi retraite et de la remise en cause des statuts.

(Le secrétaire général de la FSU, Benoît Teste, a appelé à rejeter la motion FU.) *Pour : 4, Contre : 80, Abs : 0, NPPV : 22*

**Prenez contact : <http://socialisme.free.fr> - e-mail : [socialisme@free.fr](mailto:socialisme@free.fr)**

Directeur de la publication : Roland MICHEL -- Commission paritaire n°67187 -- N° ISSN: 0763790 X -- Imprimerie spéciale